

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

ARRETE

MODIFICATIF

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

Reçu DDSV 22 le

02 AOUT 2004

**DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
JLM**

*Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 février 1992 modifié le 1^{er} juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages porcins de plus de 450 porcs de plus de 30 kg soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 de la nomenclature ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001 modifié le 1^{er} août 2002 établissant le second programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 31 mai 2001 autorisant l'EARL DE BERNOUE sise à SAINT CONNEC au lieu-dit « Bernoué » à exploiter à cette adresse un élevage porcin de 1798 places d'animaux équivalents ;
- VU la demande présentée par Mme CUVEN Bernadette demeurant à SAINT CARADEC au lieu-dit « Beauséjour » en vue de la restructuration à SAINT CONNEC au lieu-dit « Bernoué » de l'élevage autorisé susvisé qui comprendra 1450 places d'animaux équivalents (1450 places d'engraissement) ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 17 juin 2004 ;
- VU les avis généraux émis par le Conseil Départemental d'Hygiène le 31 octobre 1997 sur l'alimentation biphasé et le 26 juin 1998 sur les effectifs porcins ;
- CONSIDERANT qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;
- CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er -

Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 31 mai 2001 sont modifiées comme suit :

A – Mme CUVEN Bernadette, ci-après dénommé l'éleveur, demeurant à SAINT CARADEC au lieu-dit « Beauséjour », est autorisée à exploiter à SAINT CONNEC au lieu-dit « Bernoué » (section ZA n° 8z), conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage porcin dont la capacité maximale est de 1450 places pour animaux équivalents (PAE) réparties comme suit : 1450 Places engraissement.

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

B – Prescriptions particulières

B1 – Effectifs :

- L'effectif porcin maximum en présence simultanée ne devra pas dépasser 1450 porcs charcutiers de plus de 30 kg.
- Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique...).

B2 – Alimentation biphase

- L'alimentation biphase sera mise en place dans un délai de 6 mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.
- Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures, ...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.
- En cas de non respect des normes « biphase CORPEN » le pétitionnaire devra soit réduire sa production en fonction du plan d'épandage, soit présenter un complément d'épandage ou un autre moyen d'élimination des déjections en rapport avec la quantité d'azote organique produite

B3 – Sécurité :

- Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).
- L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.
- L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique) ; De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.
- Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19.01.1977.
- Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/:minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951

B4 – Résorption :

- Alimentation biphase : 2392 UN
- Restructuration : 649 UN

ARTICLE 2 -

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé sont maintenues.

ARTICLE 3 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affichée à la porte de la mairie de SAINT CONNEC pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence de façon visible, dans l'installation par les soins de Mme CUVEN Bernadette.

ARTICLE 4 -

Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 5 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Maire de SAINT CONNEC,
L'Inspecteur des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire pour être conservé en permanence et présenté à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

SAINT-BRIEUC, le 27 JUL. 2004

LE PREFET,

Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,

Signé : Jacques MICHELOT

Pour copie certifiée conforme
Le Secrétaire Administratif C.S.


Catherine LE BRIS

